

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/271/Add.3

16 juillet 2001

(01-3511)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: espagnol

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Réponses de l'Argentine aux questions posées par les
Communautés européennes et leurs États membres

Addendum

Par une communication de sa Mission permanente datée du 15 juin 2001, l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat les réponses suivantes aux questions formulées par les Communautés européennes et leurs États membres, distribuées sous la cote IP/C/W/274.

A. GÉNÉRALITÉS

1. *Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.*

Oui, la législation argentine comporte des mesures pour protéger la santé publique et la nutrition, ainsi que pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs importants pour le développement technologique et socioéconomique. Le cadre principal d'application de ces principes est la Constitution nationale, qui confère aux traités internationaux une suprématie sur les lois.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'Annexe de ladite convention?*

Le respect des droits d'auteur s'appuie sur la Loi n° 11.723 actuellement en vigueur, ainsi que sur la Loi n° 25.036 telle que réformée, qui inclut les logiciels et les bases de données parmi les œuvres protégées par son article premier (Journal officiel du 11 novembre 1998). De même, par la Loi n° 25.140 (J.O. du 24 septembre 1999), l'Argentine a adhéré à l'Acte de Paris de la Convention de Berne. Il convient de rappeler que jusqu'à présent notre pays appliquait les règles de fond de l'Acte de Bruxelles de 1948 de la Convention susmentionnée.

3. *Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?*

Par le biais de la Loi n° 25.036, ont été incorporés à la liste des œuvres protégées de l'article premier de la Loi n° 11.723, les programmes informatiques source et objet ainsi que les compilations de données ou autres éléments, en leur attribuant le même degré de protection que celui qui s'applique aux œuvres littéraires.

4. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?*

Conformément à l'article 2 de la Loi n° 11.723, le droit de propriété d'une œuvre dont fait l'objet l'article premier de ladite loi prévoit, entre autres, la faculté d'en disposer, y compris le droit de location des programmes informatiques et des œuvres cinématographiques.

5. *Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?*

Le phonogramme dispose d'une protection que lui confère la Loi n° 11.723 de manière identique aux autres œuvres protégées.

Pour ce qui concerne le régime de protection de l'interprète, il est assuré par l'article 56 de la Loi n° 11.723, par le Décret réglementaire n° 41.233/34, ainsi que par les Décrets n° 746/73 et 1.670/74. Par application des règles citées ci-dessus, l'interprète dispose de droits exclusifs pour la détermination de ses interprétations et d'un droit de rémunération pour l'utilisation publique de ses interprétations enregistrées.

Par la Loi n° 23.921, l'Argentine a ratifié la Convention de Rome de 1961, relative à la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et organismes de radiodiffusion.

6. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?*

Les limitations aux droits exclusifs des auteurs résultent des articles 10 et 36 de la Loi n° 11.723, à savoir un droit de citation limité à des fins didactiques ou scientifiques, commentaires, critiques ou notes faisant référence à des œuvres intellectuelles, et un droit de représentation et d'exécution d'œuvres déjà publiées dans des actes publics organisés par des établissements d'enseignement à des fins éducatives et gratuites, ainsi qu'un droit d'exécution d'œuvres musicales par des orchestres, des groupes, des fanfares, des chœurs appartenant à des institutions nationales, provinciales ou municipales, à condition que ce soit à titre gratuit.

7. *Pourriez-vous préciser les modalités de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?*

La durée de la protection des œuvres littéraires et artistiques, y compris les logiciels, les bases de données et les phonogrammes, est de 70 ans *post mortem autoris*. Par analogie, les doctrines nationales et la jurisprudence considèrent qu'une durée de protection identique à celle des auteurs s'applique aux interprètes.

8. *Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?*

Notre pays ayant adhéré à la Convention de Berne, Acte de 1971, le régime de protection des œuvres étrangères est régi par l'article 18 de ladite Convention. Ce qui signifie que les œuvres étrangères sont protégées tant que leur durée de protection n'a pas expiré dans leur pays d'origine.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. *Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?*

En vertu de la législation argentine, sont considérés comme signes un ou plusieurs mots, avec ou sans contenu conceptuel, les dessins, les emblèmes, les monogrammes, les enregistrements, les estampilles, les imprimés, les cachets, les images, les bandes, les combinaisons de couleurs appliquées en un emplacement déterminé du produit ou de l'emballage, les enveloppes, les emballages, la combinaison de lettres et de chiffres, les lettres et chiffres spéciaux du fait de leur dessin particulier, les slogans publicitaires, les éléments en relief ayant une capacité distinctive, et tout autre signe ayant une capacité distinctive (article premier, Loi n° 22.362). L'article premier de la loi citée donne une liste énumérative et non limitative des signes qui peuvent être enregistrés en tant que marques afin de pouvoir faire la distinction entre des produits ou des services. En effet, dans la mesure où la liste de l'article premier est simplement énonciative, la jurisprudence a étendu la notion de signe susceptible d'être enregistré comme une marque (et à ce titre protégé) à tous les signes qui comportent une capacité distinctive et n'induisent pas en erreur le consommateur public.

Les marques enregistrées confèrent à leur titulaire un droit exclusif d'usage, en vertu duquel il peut interdire aux autres l'usage de ce signe ou de tout autre élément qui puisse prêter à confusion.

10. *Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?*

La Loi relative aux marques protège aussi bien les produits que les services, ainsi que tout signe ayant une capacité distinctive, y compris les désignations commerciales (articles 1^{er}, 27, 28, 29 et 30 de la Loi relative aux marques).

La Loi relative aux marques n'exige pas que le signe à enregistrer soit perceptible visuellement, de sorte que l'on peut admettre que des marques olfactives ou sonores puissent être enregistrées, pour peu qu'elles présentent un caractère distinctif.

En ce qui concerne les contenants, leur enregistrabilité est expressément envisagée par les dispositions de l'article premier de la loi précitée.

11. *Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?*

L'usage n'est pas prévu en tant que condition d'enregistrement d'une marque. Cependant, l'usage est exigé pour le renouvellement d'une marque (article 5 de la Loi relative aux marques). Une marque "pourra être renouvelée indéfiniment pour des périodes identiques si celle-ci a été utilisée dans les cinq ans qui précèdent l'échéance de chaque enregistrement". Il n'est pas exigé que l'usage

soit continu pour maintenir l'enregistrement. L'article 5 de la Loi n° 22.362 établit que l'usage peut être consacré par la commercialisation d'un produit, la prestation d'un service ou par son utilisation comme élément de désignation d'une activité.

12. *Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?*

Oui, les marques sont enregistrées pour une période de dix ans renouvelable indéfiniment pour une durée identique.

13. *Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?*

Le renouvellement de l'enregistrement est régi par l'article 5 de la Loi n° 22.362. Il n'existe pas d'exigences particulières, sous réserve d'une déclaration sur l'honneur conformément à l'usage. Voir la réponse à la question n° 11.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. *Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?*

La Direction des marques a la possibilité de refuser l'enregistrement d'une marque contenant une appellation d'origine en vertu de l'article 3, alinéa c), de la Loi n° 22.362 relative aux marques qui interdit l'enregistrement des appellations d'origine tant nationales qu'étrangères. De même, quiconque a un intérêt légitime et considère qu'une appellation d'origine est frauduleuse pourra demander la nullité de la marque ainsi enregistrée, conformément à l'article 24, alinéa a), de la Loi relative aux marques.

De même, les dispositions suivantes sont à cet égard applicables:

- article 7 de la Loi n° 22.802 relative à la loyauté commerciale,
- article 1135 de la Loi n° 18.284 portant Code alimentaire national,
- article premier de la Loi n° 25.156 relative à la protection de la concurrence,
- article 4 de la Loi n° 24.240 relative à la défense du consommateur.

15. *Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?*

On entend par indication géographique (IG): le nom qui identifie un produit originaire d'une région, d'une localité ou d'une zone de production délimitée du territoire national d'une taille non supérieure à la superficie d'une province ou d'une zone interprovinciale déjà reconnue; l'IG se justifie uniquement lorsqu'une qualité déterminée et les caractéristiques du produit peuvent être attribuées essentiellement à son origine géographique.

16. *Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?*

La Loi n° 25.163 relative aux vins et spiritueux, par exemple à l'article 7, établit la procédure à suivre pour la reconnaissance des indications géographiques.

17. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.*

La Loi n° 25.163 relative à la désignation des noms géographiques pour les vins et spiritueux a institué le registre des indications géographiques pour les vins et spiritueux, octroyant le droit d'usage exclusif des indications de provenance (IP), des indications géographiques (IG) et des appellations d'origine contrôlée (AOC) à celles qui remplissent les exigences définies dans la loi; et a établi en outre un régime d'interdiction, d'infractions, de sanctions et d'amendes.

18. *Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?*

La méthode d'application des exceptions prévues dans l'Accord est incluse dans différentes règles de la législation nationale, telles que par exemple l'article 32 de la Loi n° 25.163. Cependant, la définition générique de chaque terme doit être évaluée au cas par cas à un moment donné et sur un territoire déterminé.

19. *Pourriez-vous fournir des exemples d'indications géographiques de vins telles que consacrées par la législation en vigueur et indiquer de quelle manière ces indications satisfont à la définition établie à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC?*

Dans la mesure où il n'existe pas encore de réglementation, il n'y a actuellement aucune indication géographique enregistrée. Toutefois, la Loi n° 25.163 a établi les exigences applicables pour la conformité à l'article 22:1.

20. *Pourriez-vous indiquer quels sont les critères légaux qui permettent d'établir si l'application d'une indication géographique déterminée aux vins, bien qu'elle soit littéralement exacte pour ce qui est du territoire, de la région ou de la localité dont les produits sont originaires, donne à penser à tort au public que les produits sont originaires d'un autre territoire? (Article 22:4 de l'Accord sur les ADPIC)*

Le critère applicable découle de l'article 30, alinéa d), de la Loi relative aux marques, qui interdit l'enregistrement de signes susceptibles d'induire en erreur le public des consommateurs quant à la nature, aux propriétés, au mérite, à la qualité, aux techniques d'élaboration, à la fonction, à l'origine, au prix ou autres caractéristiques des produits ou services à distinguer.

"Loi n° 25.163 concernant les vins et spiritueux, relative à la protection des indications de provenance (IP), des indications géographiques (IG) et des appellations d'origine contrôlée (AOC)." Chapitre V: Portées et obligations.

Entre autres dispositions, l'article n° 1.135 du Code alimentaire argentin – interdiction d'établir comme origine une appellation autre que celle du véritable lieu de production pour les boissons alcoolisées distillées ou les liqueurs, l'article 4 de la "Loi n° 24.240 relative à la défense du consommateur", portant définition des informations fournies au consommateur, ainsi que l'article 7; l'article 5 de la Loi n° 22.802 relative à la "loyauté commerciale". De la même manière, ces critères résultent, entre autres, de l'application des dispositions de l'article 10bis de la Convention de Paris (Loi n° 17.011) et de l'article premier de la Loi n° 25.156 relative à la protection de la concurrence.

21. *Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation concrétise l'obligation établie à l'article 24:3 de l'Accord sur les ADPIC, en vertu duquel un Membre ne diminuera pas la protection des indications géographiques qui existait dans ce Membre immédiatement avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC lorsqu'une nouvelle indication géographique se révèle incompatible avec une indication géographique déjà existante et notoirement connue désignant les vins d'un autre membre de l'OMC?*

Préalablement à l'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC, les indications géographiques étaient protégées par la Loi n° 22.802 relative à la loyauté commerciale, par la Loi n° 22.362 relative aux marques, par la Loi n° 24.240 relative à la défense du consommateur ainsi que par la Loi n° 22.262 relative à la concurrence déloyale.

À ce jour, l'hypothèse envisagée ne s'est jamais présentée. La Loi n° 25.163 relative à la protection des indications géographiques pour les vins et spiritueux est récente, et par conséquent, il n'y a pas, à la date d'aujourd'hui, d'indication géographique enregistrée.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

22. *Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.*

La législation relative aux modèles et dessins industriels donne exclusivement la priorité au caractère ornemental et n'étend par conséquent pas sa protection aux dessins qui tiennent compte d'aspects techniques ou fonctionnels, ces derniers étant expressément exclus (il est possible de les protéger par les modèles d'utilité tels que visés par les articles 53/58 de la Loi n° 24.481). Il n'existe pas en Argentine de régime légal spécifique pour la protection des dessins textiles. Ces derniers sont protégés par le régime légal des modèles et dessins industriels (Décret-loi n° 6.673/63 ratifié par la Loi n° 16.478).

23. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?*

La législation relative aux dessins et modèles industriels prévoit des actions aussi bien civiles que pénales en vue de protéger le titulaire d'un modèle ou d'un dessin enregistré contre l'importation de copies ou d'articles présentant les caractéristiques protégées par l'enregistrement correspondant (articles 19 à 27 du Décret-loi n° 6.673/63).

24. *Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?*

Ce mécanisme n'est pas prévu par la législation.

25. *Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?*

La protection accordée par le Décret-loi n° 6.673/63 (ratifié par la Loi n° 16.478) au titulaire d'un modèle ou d'un dessin industriel est valable pour une période de cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut faire l'objet, à la demande du titulaire, de deux prorogations consécutives d'une durée identique.

F. BREVETS

26. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?*

Il n'est pas répondu à ces questions, leur contenu étant directement ou indirectement en rapport avec la procédure de règlement des différends relatifs aux brevets et aux renseignements confidentiels, entamée par les États-Unis vis-à-vis de l'Argentine, et à laquelle la Communauté européenne participe en tant qu'associé.

27. *Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets ou toute autre législation prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

28. *Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

29. *Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

30. *Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

31. *Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

32. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

33. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte juridique il convient de se reporter?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

34. *Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

35. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit, le cas échéant, des conditions additionnelles autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple, la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

36. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

37. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

38. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables, et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

39. *Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

40. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1^{er} janvier 1995?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

41. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 26.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

42. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?*

Les circuits intégrés ne sont pas protégés par une loi spécifique, mais par les différentes lois relatives à la propriété intellectuelle, en fonction de chaque cas de figure. Ceci signifie que les circuits intégrés définis comme créations intellectuelles (œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques) et qui remplissent l'exigence d'originalité seront couverts par la Loi n° 11.723 relative au droit d'auteur; s'il s'agit d'inventions nouvelles présentant un degré élevé d'inventivité et d'application industrielle ou encore s'il s'agit d'une forme nouvelle ou d'une disposition qui apporte une meilleure fonction, ils seront couverts par la Loi n° 24.481 relative aux brevets et aux modèles d'utilité; si en revanche il s'agit d'une forme ou d'un aspect incorporé ou appliqué à un produit industriel qui lui confère une valeur ornementale, ils seront protégés par le Décret-loi n° 6.673/63 et ainsi de suite.

43. *Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégale, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?*

En fonction du lieu de définition, s'appliqueront les dispositions spécifiques de la loi qui comportent des mécanismes permettant au titulaire du droit d'agir contre l'importation, la vente ou toute distribution à des fins commerciales d'un schéma de configuration protégé ou d'un produit qui incorpore un schéma de configuration protégé. En effet, toutes nos lois relatives à la propriété intellectuelle prévoient des actions qui peuvent être invoquées par les titulaires en cas d'atteinte à leurs droits.

44. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?*

Il n'existe pas de législation spécifique, sous réserve de l'application des principes de bonne foi et d'abus de droit qui existent dans le Code civil.

45. *Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?*

La durée de la protection dépendra de la loi applicable à la protection du schéma de configuration. Ceci signifie que la durée de la protection sera de 20 ans à compter de la date de soumission de la demande si la protection est assurée par des brevets; de dix ans à compter de la date de soumission de la demande si la protection est assurée par des modèles d'utilité; de 70 ans *post mortem auctoris* si la protection est assurée par le droit d'auteur, et ainsi de suite pour chaque cas applicable.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

46. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.*

Il n'est pas répondu à ces questions, leur contenu étant directement ou indirectement en rapport avec la procédure de règlement des différends relatifs aux brevets et aux renseignements

confidentiels, entamée par les États-Unis vis-à-vis de l'Argentine, et à laquelle la Communauté européenne participe en tant qu'associé.

47. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 46.

48. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 46.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

49. *Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?*

Il n'est pas répondu à ces questions, leur contenu étant directement ou indirectement en rapport avec la procédure de règlement des différends relatifs aux brevets et aux renseignements confidentiels, entamée par les États-Unis vis-à-vis de l'Argentine, et à laquelle la Communauté européenne participe en tant que tiers associé.

50. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

51. *Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

52. *Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

53. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

54. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

55. *Pourriez-vous indiquer quelles sont, le cas échéant, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

56. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

57. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

58. *Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

59. *Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

60. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

61. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations de minimis?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.

62. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?*

Se reporter à la communication remise pour la question n° 49.
